

www.equilibrium-economicum.net

*Essais trimestriels (en français et en anglais) sur le thème
"penser autrement l'économie"*

No. 62 – décembre 2013

Environnement et emploi

ANGUS SIBLEY

ANGUS SIBLEY (postmaster@equilibrium-economicum.net) est l'auteur de *The 'poisoned spring' of economic libertarianism* (PAX ROMANA, 2011).

La pollution cancéreuse

Nous entendons partout des dégâts entraînés par la pollution atmosphérique, et par les changements climatiques qui en découlent. D'ailleurs, absente modification rapide de nos comportements, nous allons subir beaucoup plus de dégâts.

En octobre, une agence de l'Organisation mondiale de la santé a sorti un rapport affirmant que *la pollution atmosphérique est une des premières causes environnementales de décès par cancer, principalement par cancer du poumon mais aussi par celui de la vessie. Selon le rapport, les causes principales de cette pollution seraient le diesel, les émissions industrielles et agricoles, et la génération de l'énergie.*¹

En septembre, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution climatique (GIEC) a sorti un résumé de son rapport *Changement Climatique 2013*. On trouve entre ses conclusions que:

Dans l'hémisphère boréal, 1983 – 2012 fut probablement la période de trente ans le plus chaud des derniers 1400 ans.

La vitesse de hausse du niveau de la mer depuis le dix-neuvième siècle fut plus élevée que dans les deux milléniums précédents.

Il est extrêmement probable que l'influence humaine a été la cause primordiale du réchauffement observé depuis le mi-vingtième siècle.

Pour limiter le changement climatique il faudra une baisse considérable et contenue des émissions des gaz à effet de serre.

En 2006, le célèbre *Revue Stern de l'économie du changement climatique* avertit que *le changement climatique lance un défi de grande envergure à la science économique; c'est le plus grand échec jamais vu du marché.*² Echec du marché' est un jargon d'économiste pour exprimer ce qui arrive quand la main invisible d'Adam Smith tourne le mauvais commutateur et plonge toute la maison dans l'obscurité. Quand un marché libre du travail affiche des taux de salaire invivables. Ou quand des marchés libres de l'immobilier et des crédits hypothécaires propulsent les prix du logement à des niveaux absurdes, entraînant un krach retentissant. Ou quand les marchés de l'énergie nous obligent d'utiliser des combustibles qui ruinent notre atmosphère.

Dans sa revue, sir Nicholas Stern avertit que *nos actions pendant les quelques décennies à venir pourrait créer des risques de perturbations majeures de notre activité économique et sociale...d'échelle semblable à celles qu'entraînèrent les grandes guerres et la dépression économique de la première moitié du vingtième siècle.*

Plus tard, lors du Forum économique mondial 2013 à Davos, sir Nicholas ajouta: *Après coup, je vois que j'ai sous-évalué les risques...quelques-uns des effets se réalisent plus vite que nous avons pensé...c'est potentiellement tellement dangereux que nous devons agir fort. Voulons-nous jouer à la roulette russe avec une balle ou deux?*³

Au même forum, Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale, a remarqué que *nous devons trouver des moyens d'encourager la croissance économique qui ne portent pas préjudice au climat. La bonne nouvelle, c'est que nous pensons que de tels moyens existent...il y a beaucoup d'argent à faire en construisant les technologies et en infléchissant l'arc du changement climatique.*⁴

Le besoin d'agir

Donc, nous éprouvons un besoin urgent d'agir. Mais, en pratique, que faisons-nous? La Cour suprême de la Chine a stipulé la peine capitale pour les pollueurs les plus coupables,⁵ mais peu de pays voudront aller aussi loin.

Le développement des sources non polluantes d'énergie, qui devrait accélérer, se ralentit en maints lieux. Le gouvernement espagnol est en train de réduire son appui de la production d'électricité par moyens renouvelables.⁶ En France, l'installation des panneaux photovoltaïques s'est beaucoup réduit pendant les deux années passées, les prix payés pour

l'électricité ainsi générée ayant été élagués.⁷ L'Allemagne, tournant le dos au nucléaire, brûle plus de charbon; d'ailleurs le nouveau gouvernement veut réduire ses objectifs pour l'éolien en mer.⁸

Pourquoi cette tendance perverse? En grande mesure, parce que le développement de l'énergie renouvelable exige souvent un appui étatique; et les états, bien entendu, vivent sous pression budgétaire. Le dogme libéral, selon lequel toute dépense étatique serait un 'fardeau' qu'il faut alléger, paraît plus puissant que la peur de l'effondrement de notre écosystème, que pourrait provoquer le changement climatique.

Pourtant, la plupart des entreprises qui génèrent notre électricité sont désormais partiellement ou même totalement privatisées. Elles peuvent lever du capital en bourse, elles ne sont pas obligées d'aller le chercher chez le gouvernement. Alors, pourquoi hésitent-elles à construire assez d'éoliennes ou de capteurs photovoltaïques pour nous ôter le besoin de brûler massivement le charbon, le fioul ou le gaz?

La réponse est évidente. L'énergie des sources renouvelables reste, en général, non-compétitive avec celle des hydrocarbures. Dans la plupart des cas, l'électricité éolienne, solaire ou hydraulique coûte plus chère. Or les entreprises génératrices sont en concurrence entre eux; cette concurrence les oblige d'utiliser les sources les moins chers. Tant pis si cela implique la ruine de notre environnement. Selon l'économie orthodoxe, la concurrence serait une vertu absolue, tandis que son absence serait un péché mortel.

Gérard Mestrallet, PDG de GDF Suez, ne mâche pas ses mots: *les Vingt-Sept...ne doivent pas alourdir exagérément les coûts de l'énergie en privilégiant uniquement les modes de production les plus coûteux, qui pénaliseraient notre compétitivité.*⁹

Des théories obstructives

En théorie, le gouvernement britannique, par exemple, pourrait dire (malgré les objections probables bruxelloises) *au diable la concurrence en électricité*. Il pourrait fixer un prix de gros national par kilowatt-heure, assez élevé pour rentabiliser la génération par les modes renouvelables. Il pourrait d'ailleurs imposer les centrales utilisant les hydrocarbures, tellement que les entreprises n'aurait plus d'incitation à continuer avec leurs vieilles habitudes polluantes. Mais le public britannique tolérerait-il les prix de détail plus élevés? Et viendrait-il même à l'esprit des gens politiques britanniques, figés

dans leur foi immémoriale libérale, de pratiquer une telle ingérence dans le marché?

Au-delà de ces obstacles s'en cache un autre. Si cette stratégie rendait l'électricité plus chère en Grande-Bretagne qu'en Europe continentale, alors les entreprises britanniques gourmandes en énergie deviendraient non-compétitives avec les entreprises continentales. Ce qui laisse penser qu'il vaudrait mieux traiter le casse-tête de la pollution au niveau européen. La coopération entre les pays de l'Europe pour maintenir les prix de l'électricité, et les impôts sur les centrales, assez élevés pour pousser tout le monde vers l'énergie verte? Quel bel argument pour l'intégration européenne! Mais les eurosceptiques ne s'y jamais réconcilieront. Ils s'accrochent au dogme hayékien: *c'est par la concurrence, et pas par la coopération, que nous augmentons peu à peu notre efficacité.*¹⁰

D'ailleurs, l'électricité propre mais chère en Europe laisserait les entreprises européens non-compétitives avec leurs concurrents américains, chinois, brésiliens...à moins que ces pays ne suivissent le bon exemple européen. Ainsi, pour assurer la survie de l'industrie européenne, il faudrait une stratégie de droits de douane compensateurs vis-à-vis les pays qui persisteraient à utiliser l'électricité bon marché mais sale. Mais cela battrait en brèche la théorie orthodoxe, qui insiste qu'il faut pratiquer le libre-échange mondiale; que *le protectionnisme est une des rares choses dont je peux dire qu'il s'agit d'un mal absolu,*¹¹ comme l'a écrit l'économiste ultralibéral Charles Wyplosz.

Ainsi, à chaque niveau, la pensée économique régnante obstrue le nettoyage à grande échelle de l'énergie dont nous avons besoin urgent. Les économistes, évidemment, nous assurent que le marché va régler le problème: au fur et à mesure que les hydrocarbures se raréfient, leurs prix monteront, jusqu'à ce qu'il devienne moins onéreux d'utiliser les renouvelables. Mais qui sait si cela adviendra assez vite? Il n'y a pas de lien logique entre les quantités de charbon, de pétrole, de gaz disponibles à brûler, et les quantités que nous pourrions brûler sans détruire notre climat. Il est tout à fait possible qu'avant que les hydrocarbures soient devenus hors de prix, des dégâts irréversibles et catastrophiques seront devenus inévitables.

Des solutions pratiques

Il faut non seulement *infléchir l'arc du changement climatique*, comme l'a dit Jim Yong Kim. Il faut également, et sous la même urgence, *infléchir l'arc du*

chômage, qui dans maints pays va encore en montant, ou en baissant très lentement depuis des niveaux surélevés. Les solutions des deux problèmes coïncident: il faut investir à grande échelle en infrastructures favorables au climat. Il faut embaucher massivement pour créer des systèmes d'énergie non polluants, des immeubles mieux isolés, des transports verts. Et nous devons faire faire l'essentiel de tout cela par les entreprises du secteur privé, puisque nos gouvernements, surendettés, manquent de capacité d'investir.

Deux économistes français ont estimé que, dans la seule France, jusqu'à un million d'emplois pourrait être créés par un programme de développement en énergies renouvelables, isolation thermique, recyclage et relocalisation.¹²

Or, si notre obsession de la concurrence menace d'empêcher tout cela, alors il faudra nous débarrasser de cette obsession. Si la concurrence universelle obstrue des stratégies vitales, c'est la concurrence qui devra céder la place aux comportements plus coopératifs et plus utilement productifs.

Beaucoup de scientifiques craignent que le réchauffage, si l'on le laisse trop progresser, pourrait bien accélérer de façon démesurée, endommageant tellement l'écosphère que la vie humaine deviendrait impossible. La science économique libérale considère l'économie humaine comme une jungle darwinienne où seules les personnes compétitives méritent de survivre. Mais la science écologique laisse entendre que, dans notre situation actuelle, il nous faut pour survivre plutôt la coopération que la concurrence.

¹ International Agency for Research on Cancer, communiqué de presse no. 221, 17 octobre 2013; voir aussi *The Lancet Oncology Online*, 24 octobre 2013.

² Executive Summary de la revue Stern (2006).

³ Heather Stewart et Larry Elliott, *The Guardian* (Londres), 26 janvier 2013.

⁴ Ibid.

⁵ Brice Pedroletti, *Le Monde*, 22 juin 2013.

⁶ Andrés Cala, *New York Times*, 8 octobre 2013.

⁷ Frédéric de Monicault, *Le Figaro*, 18 juin 2013.

⁸ Thibaut Madelin, *Les Echos*, 11 novembre 2013

⁹ Entretien avec Jean-Michel Bezat, *Le Monde*, 7 février 2012.

¹⁰ Friedrich von Hayek, *The Fatal Conceit* (Routledge, Londres, 1988), chap. 1.

¹¹ Charles Wyplosz, *Le Monde* 17 juin 2011.

¹² Thomas Controt et Jean Gadrey, *ETUI Policy Brief no. 3, 2012* (European Trade Union Institute, Brussels).